



Déclaration liminaire du Sgen-CFDT LIMOUSIN

CTSD Haute-Vienne du 3 février 2022

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Pour le Sgen-CFDT, il est temps de rendre concrètes toutes les annonces gouvernementales et de reconnaître l'engagement des personnels. Seul des investissements conséquents permettront aux métiers de l'Éducation nationale de retrouver leur attractivité et de rendre le système éducatif plus inclusif et robuste.

Depuis près de deux ans, la pandémie de covid19 a un impact majeur sur le travail des personnels de l'Éducation nationale. Les vagues liées aux variants delta et omicron, parce qu'elles touchent plus massivement les élèves et les personnels, ont encore accru la désorganisation du système éducatif, la charge de travail qui pèse sur les personnels quel que soit leur métier.

Nos collègues s'épuisent, ils doivent assumer des missions qui ne sont pas les leurs, soit au détriment de leurs propres missions, soit au prix d'un temps de travail réel qui va bien au-delà de leurs obligations de service. C'est en particulier le cas des directeurs et directrices d'école, des professeur.e.s des écoles, des personnels de direction, de vie scolaire, de santé scolaire. Mais ce sont bien les conditions de travail de toutes et tous, le sens du travail, qui se dégradent.

Si le nombre de classes fermées a fortement augmenté ces dernières semaines, il y a aussi toutes celles qui sont maintenues ouvertes malgré de nombreux cas confirmés, malgré le fait qu'une toute petite minorité d'élèves peut être présente. Tout cela impose aux collègues de revoir en permanence leur enseignement, leur progression.

PRIORISER LE TRAVAIL ET MIEUX PROTÉGER LES AGENTS

Quelques mesures avaient été annoncées fin décembre, puis dans la première semaine de janvier par le Premier ministre de nature à tenir compte de la nécessité de prioriser le travail, de mieux protéger les agents.

Mais il aura fallu une journée de grève unitaire le 13 janvier, très suivie par des agents au détriment de leur rémunération, pour que le gouvernement semble enfin prendre la mesure de la fatigue généralisée des personnels, de la désorganisation du système éducatif, de l'insuffisante protection des agents contre les risques de contamination.

TRADUIRE LES ANNONCES EN ACTES

Reste que toutes les mesures annoncées peinent à se traduire dans la réalité partout sur le territoire.

Les masques chirurgicaux arrivent (enfin !) mais pas encore partout, parfois les agents les reçoivent au compte-goutte, et la règle annoncée d'une boîte de 50 masques par agent n'est pas toujours concrétisée. Pourtant depuis 2 ans, nous n'avons cessé de les demander et de signaler que beaucoup de collègues les achetaient eux-mêmes sur leurs propres deniers. Quant aux masques FFP2 promis, fournis sur demande aux personnels les plus exposés ou vulnérables, ils ne sont parfois pas du tout adaptés au besoin quotidien d'un enseignant (masques « de chantier »).

Les derniers avis des autorités de santé, les dernières analyses épidémiologiques soulignent que la France est le pays d'Europe où la courbe des contaminations est la plus haute, et avancent deux raisons principales : le relâchement des gestes barrières et la qualité médiocre du protocole sanitaire à l'école.

Il y a donc urgence à améliorer réellement et partout la protection des élèves et des personnels, à construire dans le cadre du dialogue social des protocoles viables et à consentir les investissements, les moyens humains nécessaires à leur mise en œuvre.

Il est temps aussi de **conduire les aménagements pédagogiques** (évaluations, examens et programmes) pour ne pas laisser les personnels et les élèves face à ce qui s'apparente à des injonctions contradictoires.

RECONNAITRE ENFIN LE TRAVAIL FOURNI

Le gouvernement, jusqu'à présent, ne s'engage pas sur le volet de la reconnaissance de l'engagement professionnel tout à fait exemplaire et exceptionnel des agents de l'Éducation nationale. Des personnels ne comptent pas leurs heures pour suivre les informations qu'ils reçoivent de toutes parts, à toute heure, tous les jours, week-end et vacances compris.

Des personnels, nous l'avons dit, vont au-delà de leurs missions depuis désormais près de deux ans pour que le droit à l'éducation soit garanti, pour que le système éducatif fonctionne. Cet engagement exceptionnel doit être reconnu. Le Sgen-CFDT renouvelle sa demande de négociation sur la reconnaissance de l'engagement des agents pendant l'ensemble de la pandémie de Covid19.

Cela ne saurait se limiter à l'indemnisation de celles et ceux qui assurent l'accueil des enfants de personnels soignants et de personnels essentiels dans la gestion de la crise sanitaire.

RENFORCER LE SYSTÈME ÉDUCATIF PAR LA REVALORISATION ET L'ATTRACTIVITÉ

La pandémie de covid19 bouscule un système éducatif déjà fragile.

Il est fragilisé par la perte d'attractivité des métiers, des suppressions d'emploi inadaptées aux cohortes d'élèves, aux enjeux de l'accompagnement des élèves si l'on veut résolument déjouer les inégalités et la reproduction sociale, ainsi que mener une vraie politique d'inclusion digne de ce nom.

Cela aboutit à des difficultés plus importantes chaque année à pourvoir les postes, à assurer les remplacements, y compris des remplacements longs, à assurer la continuité des missions d'enseignement, de santé scolaire, d'accompagnement éducatif et social.

Pour le Sgen-CFDT, la revalorisation des rémunérations et des carrières doit se poursuivre, s'accélérer et s'intensifier, et concerner l'ensemble des personnels pour renforcer le système éducatif. Cela suppose **des investissements conséquents**, et d'assumer politiquement que la masse salariale est un investissement dans la formation de la jeunesse quand il s'agit d'éducation.

Rendre de nouveau les métiers de l'Éducation nationale attractifs passe par la rémunération, les carrières mais aussi les conditions de travail.

Les mesures qui intensifient le travail, les organisations qui contraignent à mal travailler réduisent l'attractivité, poussent des personnels plus nombreux à chercher à changer de carrière. Ces défis sont majeurs, non seulement pour l'Éducation nationale, mais pour la société dans son ensemble puisqu'il s'agit de la formation de la jeunesse, de la préparation de l'avenir de toutes et tous.

En outre, l'après pandémie ne sera pas le retour à la situation antérieure.

La pandémie, ses conséquences sociales, psychologiques, économiques vont laisser des traces, le phénomène probable de décompensation ajoutera les siennes.

Pour le Sgen-CFDT, il est plus que temps de penser cette situation, un collectif budgétaire pour l'Éducation nationale est nécessaire pour que le système éducatif soit plus inclusif, plus

robuste, plus tourné vers l'accompagnement des élèves et soit un vecteur majeur de la résilience dans les mois et années qui viennent.

Merci de votre attention.